

No. 51561*

**United States of America
and
Morocco**

Agreement between the Government of the United States of America and the Government of the Kingdom of Morocco regarding the surrender of persons to the International Criminal Court. New York, 24 September 2003

Entry into force: *19 November 2003 by notification, in accordance with its provisions*

Authentic texts: *English and French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *United States of America, 25 November 2013*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**États-Unis d'Amérique
et
Maroc**

Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif à la remise de personnes à la Cour pénale internationale. New York, 24 septembre 2003

Entrée en vigueur : *19 novembre 2003 par notification, conformément à ses dispositions*

Textes authentiques : *anglais et français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *États-Unis d'Amérique, 25 novembre 2013*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[ENGLISH TEXT - TEXTE ANGLAIS]

Agreement between the Government of the United States of
America and the Government of the Kingdom of Morocco
Regarding the Surrender of Persons to the International
Criminal Court

The Government of the United States of America and the
Government of the Kingdom of Morocco, hereinafter "the
Parties,"

Reaffirming the importance of bringing to justice those who
commit genocide, crimes against humanity and war crimes,

Recalling that the Rome Statute of the International
Criminal Court done at Rome on July 17, 1998 by the United
Nations Diplomatic Conference of Plenipotentiaries on the
Establishment of an International Criminal Court is
intended to complement and not supplant national criminal
jurisdiction,

Considering that the Parties have each expressed their
intention to investigate and to prosecute where appropriate
acts within the jurisdiction of the International Criminal
Court alleged to have been committed by their officials,
employees, military personnel or other nationals,

Bearing in mind Article 98 of the Rome Statute,

Hereby agree as follows:

1. For the purposes of this Agreement, "persons" of either
Party include all nationals of that Party and, for the
Government of the United States of America, also include
current and former non-U.S. national U.S. military
personnel with respect to acts or omissions allegedly
committed or occurring while they are or were U.S. military
personnel.
2. Persons of one Party present in the territory of the
other shall not, absent the express consent of the first
Party,
 - (a) be surrendered or transferred by any means to the
International Criminal Court for any purpose, or

(b) be surrendered or transferred by any means to any other entity or third country, or expelled to a third country, for the purpose of surrender to or transfer to the International Criminal Court.

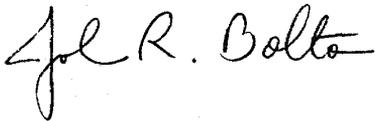
3. When the Government of the United States of America extradites, surrenders, or otherwise transfers a person of the Kingdom of Morocco to a third country, the Government of the United States of America will not agree to the surrender or transfer of that person to the International Criminal Court by the third country, absent the express consent of the Government of the Kingdom of Morocco.

4. When the Government of the Kingdom of Morocco extradites, surrenders, or otherwise transfers a person of the United States of America to a third country, the Government of the Kingdom of Morocco will not agree to the surrender or transfer of that person to the International Criminal Court by a third country, absent the express consent of the Government of the United States of America.

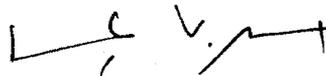
This Agreement shall enter into force upon an exchange of notes confirming that each Party has completed the necessary domestic legal requirements to bring the Agreement into force. It will remain in force until one year after the date on which one Party notifies the other of its intent to terminate this Agreement. The provisions of this Agreement shall continue to apply with respect to any act occurring, or any allegation arising, before the effective date of termination.

Done in New York, in duplicate, this 24th day of September, 2003, in the English and French languages. In case of differences of interpretation, the English language will prevail.

FOR THE GOVERNMENT OF THE
UNITED STATES OF AMERICA:



FOR THE GOVERNMENT OF THE
KINGDOM OF MOROCCO:



[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et
le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif à la remise de personnes
à la Cour pénale internationale

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Royaume du Maroc, ci-après dénommés "les Parties",

Réitérant l'importance de traduire en justice les auteurs de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerre,

Rappelant que le Statut de Rome instituant la Cour pénale internationale, signé dans cette ville le 17 Juillet 1998 par la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création de la Cour pénale internationale, a pour objet de compléter et non de supplanter les juridictions pénales nationales,

Considérant que chacune des Parties a exprimé son intention de procéder à des enquêtes et d'intenter, le cas échéant, des poursuites judiciaires en cas de commission présumée, par ses fonctionnaires, ses employés, son personnel militaire ou autres ressortissants, d'actes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale,

Et considérant l'Article 98 dudit Statut de Rome.

Sont convenus de ce qui suit :

1. Aux fins du présent accord, le terme "personnes" de l'une ou l'autre des Parties désigne tous les ressortissants de cette Partie et, en ce qui concerne le Gouvernement des États-Unis, désigne également les membres du personnel militaire, actuel ou ancien, des États-Unis qui ne possèdent pas la nationalité des États-Unis, au regard d'actes ou d'omissions prétendument commis ou survenus dans le cadre de leur appartenance, présente ou passée, au personnel militaire des États-Unis .
2. Les personnes relevant d'une Partie présentes sur le territoire de l'autre Partie ne peuvent, sans le consentement exprès de la première Partie :
 - (a) être remises ni renvoyées à la Cour pénale internationale, à quelque fin et de quelque manière que ce soit, ni
 - (b) être remises ou renvoyées, de quelque manière que ce soit, à une autre entité ou à un pays tiers quelconque, ni expulsées à destination de celui-ci aux fins de remise ou de renvoi à la Cour pénale internationale.
3. Lorsque les États-Unis extradent, remettent ou autrement renvoient à un pays tiers une personne relevant du Royaume du Maroc, ils n'acceptent pas la remise ou le renvoi de celle-ci à la Cour pénale internationale par le pays tiers sans avoir obtenu le consentement exprès du Gouvernement du Royaume du Maroc.

4. Lorsque le Gouvernement du Royaume du Maroc extradé, remet ou autrement renvoie à un pays tiers une personne relevant des États-Unis d'Amérique, ledit Gouvernement n'accepte pas la remise ou le renvoi de celle-ci à la Cour pénale internationale par le pays tiers sans avoir obtenu le consentement exprès du Gouvernement des États-Unis.

Le présent Accord entre en effet par voie d'échange de notes venant confirmer que chaque Partie a rempli les conditions juridiques nationales nécessaires pour lui donner effet, et le demeure jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an suivant la date de notification, par l'une des Parties à l'autre, de son intention de le dénoncer. Les dispositions du présent Accord demeurent applicables eu égard à tout acte survenant ou à toute allégation présentée avant la date d'effet de cette dénonciation.

Fait à New York le 24 Septembre 2003 en double exemplaire, en langues anglaise et française. En cas de différences d'interprétation, le texte en langue anglaise prévaut.

Pour le Gouvernement des
États-Unis d'Amérique :



Pour le Gouvernement du
Royaume du Maroc :

